

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État, Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine, Préfet de la Gironde par
décret du 11 janvier 2023

Objet de la consultation

Aménagement d'une voie réservée au covoiturage sur l'A62 – Assistance à
la maîtrise d'œuvre pour la conception des équipements dynamiques

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 19 septembre 2025 à 12 h 00 (heure
locale de l'adresse du RPA)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 Définition de la procédure.....	4
2.2 Décomposition en tranches et en lots.....	4
2.3 Nature de l'attributaire.....	5
2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses particulières.....	6
2.5 Variantes.....	6
2.6 Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
2.7 Exigences minimales de la négociation.....	6
2.8 Délai d'exécution des prestations.....	6
2.9 Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2.10 Délai de validité des offres.....	6
2.11 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2.12 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	7
2.13 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	7
2.14 Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	7
2.15 Clauses sociales et environnementales.....	7
ARTICLE 3 - DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	9
3.1 Solution de base.....	9
3.2 Variantes.....	12
ARTICLE 4 - SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION.....	13
4.1 Sélection des candidatures.....	13
4.2 Jugement et classement des offres.....	13
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	17
5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	17
5.2 Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	18
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	19
ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	19
7.1 Documents à fournir.....	19
7.2 Mise au point.....	20
INFORMATION IMPORTANTE SUR LA PRÉSENCE DE CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, et dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, les ministères en charge du développement durable se sont engagés à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations objet du présent marché devront se conformer.

Le présent marché intègre des clauses environnementales ou sociales qui concernent les produits ou matériaux utilisés, la qualité des prestations, les préoccupations humaines et professionnelles ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations. Les clauses sociales ont pour objet principal l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent de l'aménagement d'une voie réservée au covoiturage VR2+ sur l'autoroute A62.

La consistance des prestations est la suivante :

- Études de définition des travaux d'équipements dynamiques ;
- Rédaction des pièces techniques de DCE des travaux d'alimentation électrique et d'équipements dynamiques (dont raccordements) ;
- Assistance au maître d'œuvre dans l'analyse des offres d'entreprises et la mise au point des marchés de travaux ;
- Assistance au maître d'œuvre en phase travaux et à la réception.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes en vigueur.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : les communes de Villenave-d'Ornon, Cadaujac, Saint-Médard-d'Eyrans et Ayguemorte-les-Graves dans le département de la Gironde (33).

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte une tranche ferme et deux tranches optionnelles :

Tranche ferme (TF)	Recueil, analyse des données et réalisation dossier d'études préalables. Recueil, analyse des données et réalisation dossier PRO.
---------------------------	--

Tranche optionnelle 1 (TO1)	Réalisation d'un DCE.
Tranche optionnelle 2 (TO2)	Assistance au maître d'œuvre à l'analyse des offres.
Tranche optionnelle 3 (TO3)	Assistance au maître d'œuvre en phase travaux et à la réception

Les prestations ne sont pas alloties.

2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

En cas de groupement d'entrepreneurs conjoints, il sera fait application des stipulations suivantes :

- le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur ;
- la candidature d'un groupement conjoint d'entreprises ne sera recevable que pour autant que les candidatures de chacune des entreprises ou des sous-groupements solidaires d'entreprises le composant seront recevables ;
- les membres du groupement conjoint remettront un acte d'engagement unique qui identifiera le mandataire du groupement interlocuteur de l'acheteur et qui définira la répartition des prestations entre les membres ;

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Particulières (CCP).

2.5 Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2.6 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2.7 Exigences minimales de la négociation

La négociation portera sur les éléments essentiels de l'offre technique et financière, conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-8 du CCP. Les candidats devront justifier de la cohérence et de la pertinence de leurs propositions au regard du présent règlement de consultation et des critères d'attribution définis à l'article 4.

Les échanges avec les candidats pourront conduire à des ajustements des offres initiales, dans le respect de l'égalité de traitement et de la transparence de la procédure, sans remise en cause des obligations fondamentales définies dans le marché.

2.8 Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans l'acte d'engagement.

2.9 Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.10 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.11 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2.12 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2.13 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2.14 Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2.15 Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-PI, les conditions d'exécution du marché intègrent des exigences environnementales visant à concilier développement économique, protection de l'environnement et progrès social. Ces conditions s'inscrivent dans une démarche de responsabilité sociétale et environnementale, et concernent notamment :

- Mobilité et déplacements professionnels
 - Les réunions de suivi et de concertation seront organisées en visioconférence ou par d'autres moyens numériques chaque fois que cela est possible, afin de réduire les déplacements et les émissions de gaz à effet de serre.

- Lorsque des déplacements physiques sont nécessaires, le titulaire s'engage à privilégier les modes de transport à faible empreinte carbone, tels que :
 - Les transports en commun (train, tramway, bus),
 - Les véhicules électriques ou hybrides,
 - Le covoiturage lorsque plusieurs membres de l'équipe se rendent sur un même site.
- Les missions de terrain devront être mutualisées et optimisées afin de limiter le nombre de trajets et d'en réduire l'impact environnemental.
- Gestion des ressources et des supports de travail
 - Dématérialisation des livrables : la majorité des documents et rapports seront transmis sous format numérique (.pdf, .docx, .shp, etc.) pour limiter l'usage du papier et réduire l'empreinte environnementale du marché.
 - Impression responsable : en cas de nécessité d'impressions papier (demandes spécifiques du MOA ou réunions nécessitant des supports physiques), celles-ci devront être réalisées sur :
 - Papier recyclé ou certifié FSC/PEFC,
 - Avec des encres écologiques,
 - En recto-verso et en format optimisé pour limiter la consommation de papier.
 - Gestion des déchets : tout matériel informatique ou électronique utilisé dans le cadre du marché devra être recyclé ou réemployé via des filières agréées en fin de vie.
- Intégration des enjeux environnementaux dans l'étude et les recommandations
 - Les travaux réalisés devront prendre en compte et valoriser les objectifs de transition énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en conformité avec :
 - Les Accords de Paris et les engagements de neutralité carbone à 2050,
 - Les politiques locales de mobilité durable (ex. : Plans Climat Air Énergie Territoriaux – PCAET, Zones à Faibles Émissions – ZFE, stratégies régionales de transport).
 - Le titulaire devra s'assurer que ses analyses, études et recommandations intègrent des critères environnementaux, notamment : Les effets des infrastructures et aménagements proposés sur la biodiversité et l'artificialisation des sols.

Ces conditions d'exécution seront suivies par le MOA tout au long du marché. Tout manquement à ces engagements pourra faire l'objet de demandes correctives de la part du maître d'ouvrage.

ARTICLE 3 - DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur sous la référence n°**2025-SDIT-DIRNB-08**

La remise d'une offre se fera obligatoirement sur la plate-forme de dématérialisation PLACE (voir article 5 du présent règlement).

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.1 Solution de base

3.1.1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le sous-dossier des pièces non contractuelles destinées à faciliter l'intelligence du projet.

3.1.2 Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements mentionnés ci-dessus que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat est également dispensé de transmettre la liste mentionnée à condition de l'avoir déjà délivré au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation. La liste déjà transmise doit demeurer valable et le candidat doit indiquer, au pouvoir adjudicateur, la référence de la consultation pour laquelle le document a déjà été transmis.

Les justifications à produire quant à la capacité du candidat :

Situation juridique

- les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.1° du CCP ; à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires – Marchés publics) ;
- la forme juridique du candidat ;
- en cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;
- l'inscription sur le registre professionnel.

Capacité économique et financière

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016. Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

Capacité économique et financière

- une présentation des moyens humains, matériels et organisationnels dont dispose le candidat pour l'exécution du présent marché ;
- les certificats de qualifications professionnelles ;
- des certificats de qualité ou de capacité délivrés par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques.
- La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;

Références professionnelles et capacité technique

- une liste de références sur les cinq dernières années portant sur des prestations similaires à l'objet du marché. Cette liste doit indiquer le montant, le client (administration ou société auprès de laquelle les prestations ont été réalisées), la date à laquelle la prestation a été effectuée et les coordonnées d'un contact chez chaque client indiqué.
- Pour les candidats n'ayant pas cinq ans d'existence, présentation des titres et références professionnelles des responsables de la société et de ses principaux cadres.

Références professionnelles - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux)

- le maître d'ouvrage exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

dans un autre sous dossier :

– Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 6.2 du CCP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- La liste des prix et document financier : cadres ci-joints à compléter sans modification ;
- Le CCP complété en son art 1.4.3 pour la désignation du pilote et de son suppléant

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif/document financier.

– Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint :

- Un mémoire technique explicatif et justificatif de 50 pages maximum annexes comprises, adapté à l'opération précisant la méthodologie, les moyens humains et techniques envisagés pour réaliser les études, l'assistance au maître d'œuvre en phase d'analyse des offres et l'assistance au maître d'œuvre en phase travaux et à la réception et comprenant notamment :
 - une note décrivant les dispositions prises par le candidat pour assurer la sécurité de ses agents et des usagers lors de ses interventions sur site ;
 - des indications concernant les procédés, méthodes d'exécution et moyens envisagés par le candidat pour la réalisation des prestations dont la méthode proposée par le candidat pour intégrer les contraintes définies aux articles 4.1.2 et 6.1 du CCP, avec notamment le nombre de réunions éventuelles d'étude qui se tiendront à son initiative pour les prestations 1 et 2 ;
 - un document d'organisation générale indiquant la structure spécifiquement mise en place par le prestataire pour l'exécution des prestations du marché, l'organisation des contrôles intérieurs (interne et externe), l'organisme spécialisé prévu pour certifier la conformité des études et installations conformément aux normes et aux règles de l'art (alimentation électrique, massifs, etc.) ;
 - des extraits d'études d'équipements dynamiques réalisées précédemment par le chef de projet des prestations 1 à 3 ;
 - des exemples de cahiers des charges et de bordereaux de prix réalisés par ce chef de projet ;
 - des exemples de planches dossier de PRO et de DCE réalisés par le candidat.
- une note indiquant l'identité et présentant les CV des personnels qui assureront l'exécution des prestations, en phase étude et lors de l'analyse des offres ;
- une note d'une page maximum décrivant les engagements du candidat pour le respect de l'environnement avec obligatoirement une partie sur les engagements généraux de l'entreprise et une partie sur les engagements spécifiques pris pour la présente étude.

3.1.3 Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3.2 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 4 - SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

4.1 Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le représentant de l'acheteur.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4.2 Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RPA se réserve le droit de négocier les offres.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RPA examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Le critère C1 « Prix des prestations », est déterminé sur la base d'une note de 20 attribuée par défaut au moins-disant et calculée de la façon suivante : $\text{Note attribuée} = 20 \times (\text{montant offre moins disante}) / (\text{montant offre candidat})$	40,00 %
Le critère C2 « Valeur technique des prestations » est apprécié (cf tableau n°1 ci-dessous) en attribuant une appréciation variant	40,00 %

Critère d'attribution	Pondération
de 0 à 1 pour chacun des éléments qui composent le mémoire technique, selon qu'il soit absent, insuffisant, acceptable, correct ou élevé.	
C3 : Valeur "pertinence des compétences » apprécié notamment au vu du contenu des éléments demandés au 3-1.2 ci-dessus.	20,00 %

Le critère C1 : « Prix des prestations » est déterminé sur la base d'une note de 20 attribuée par défaut au moins-disant et calculée de la façon suivante :

Note attribuée = $20 \times (\text{montant offre moins disante}) / (\text{montant offre candidat})$

Le critère C2 « Valeur technique des prestations » et **le critère C3 : « pertinence d'affectation des compétences »** sont appréciés (cf tableau n°1 ci-dessous) en attribuant une appréciation variant de 0 à 1 pour chacun des éléments qui composent le mémoire technique, selon qu'il soit absent, insuffisant, acceptable, correct ou élevé.

Tableau n°1

Appréciation des éléments		Valeur
Élevé	Document très complet et très détaillé sur l'ensemble du chantier, qui apporte des éléments convaincants sur la bonne appréhension des difficultés et leur résolution.	1,00
Correct	Document complet et couvrant presque complètement les divers éléments du chantier qui apporte des éléments convaincants sur l'appréhension des principales difficultés et leur résolution; des précisions pourront cependant être fournies pendant la période de préparation.	0,75
Acceptable	Document montrant une analyse sérieuse du chantier mais n'apportant pas de réponses pleinement convaincantes sur quelques points importants ; des précisions devront cependant être fournies pendant la période de préparation.	0,50
Insuffisant	Document banal montrant une analyse superficielle du dossier, se limitant à reprendre des documents types ; des compléments très importants devront être fournis pendant la période de préparation.	0,25
Absence document ou document inexploitable	Absence d'information ou information hors sujet	0,00

Le critère C2 « Valeur technique des prestations » est noté sur une note maximale de 20 (avant application de la pondération du critère), arrondie au centième. La notation correspondante C2 est obtenue comme suit.

Le critère C2 est décomposé en éléments d'appréciation eux-mêmes pondérés.

n°	Sous-critères :Mémoire technique	Pondération (Nbre de points maximums)
1	moyens humains et techniques	6
2	exemple d'études similaires sur les 5 dernières années	4
3	exemples de CCTP et BPU de prestations similaires rédigées par le candidat	4
4	exemple de planches de dossier de PRO et de DCE	3
5	note sur le respect de l'environnement	3

Chaque offre reçoit un score brut sur 20 obtenues en additionnant les notes partielles attribuées à chacun des sous-critères qui composent le critère C2 : chaque note partielle est obtenue en multipliant la valeur de l'appréciation (comprise entre 0 et 1 selon le barème du tableau n°1 ci-avant) par le nombre de points maximum pondérant ce sous-critère, défini dans le tableau ci-dessus.

La note finale C2 est calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note C2 du candidat X} = (\text{Score brut de X} / \text{Score brut du meilleur candidat}) \times 20$$

Le critère C3 : « pertinence d'affectation des compétences » est noté sur une note maximale de 20, arrondi au centième. La notation correspondante C3 est obtenue comme suit.

Le critère C3 est décomposé en éléments d'appréciation eux-mêmes pondérés.

n°	Sous-critères :	Pondération (Nbre de points maximums)
1	le CV du chef de projet désigné au 1.4.3 du CCP	10
2	qualification et expérience des autres intervenants de l'équipe affectée à la mission	10

Chaque offre reçoit un score brut sur 20 obtenues en additionnant les notes partielles attribuées à chacun des sous-critères qui composent le critère C3 : chaque note partielle est obtenue en multipliant la valeur de l'appréciation (comprise entre 0 et 1 selon le

barème du tableau n°1 ci-avant) par le nombre de points maximum pondérant ce sous-critère, défini dans le tableau ci-dessus.

La note finale C3 est calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note C3 du candidat X} = (\text{Score brut de X} / \text{Score brut du meilleur candidat}) \times 20$$

Classement final

$C = 40 \%C1 + 40 \%C2 + 20 \%C3$

Les offres sont alors classées dans l'ordre décroissant des notes obtenues sur 20.

L'offre ayant obtenu la valeur la plus élevée sera classée première, elle sera par conséquent jugée être l'offre économiquement la plus avantageuse.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'acheteur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence 2025-SDIT-DIRNB-08.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5.2 Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5.2.1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DREAL Nouvelle-Aquitaine - SDIT
Cité administrative
Rue Jules Ferry
33090 Bordeaux

Copie de sauvegarde pour : Aménagement d'une voie réservée au covoiturage sur l'A62 – Assistance à la maîtrise d'œuvre pour la conception des équipements dynamiques

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

^(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5.2.2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique ;
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

7.1 Documents à fournir

Pour l'application des articles L.2141.1 à 14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- l'acte d'engagement retourné complété, daté et signé par une personne habilitée à engager la société, accompagnée d'un document attestant du pouvoir de représentativité de la personne signataire ;
- le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques) ;
- le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ;
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12 du code du travail et relatives aux travailleurs détachés ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers ;

- le cas échéant le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires ;
- le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;
- les pièces prévues aux articles R.1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1.7.4 du CCP seront remises avant la notification du marché.

Si l'offre a été remise par voie électronique ou sur support physique électronique, celle-ci pourra être re-matérialisée sous forme « papier » et devra être retournée signée par l'attributaire.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. À défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

7.2 Mise au point

Il peut être demandé au candidat retenu, en accord avec lui, de procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du marché public.